



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 10 Octobre 2022

Régional

Les gouvernements kenyan et tanzanien comptent accélérer le projet du gazoduc

Le gouvernement kenyan a annoncé son intention d'accélérer la construction du gazoduc proposé par la Tanzanie dans le but de réduire les prix du gaz de cuisson. Le président William Ruto a déclaré lundi que le gazoduc de 600 kilomètres que le Kenya utilisera pour importer du gaz de l'usine de Mtwara en Tanzanie est un élément prioritaire, alors que le projet a déjà un retard de plus d'un an. Le gazoduc, dont le coût est estimé à 1,1 Mds USD, fait partie d'un protocole d'accord sur la coopération en matière de transport de gaz naturel que l'ancien président Uhuru Kenyatta a signé avec la présidente tanzanienne Samia Suluhu en mai dernier. Le projet, qui sera financé par un partenariat public-privé (PPP) sur un modèle inconnu, devrait permettre au Kenya d'exploiter les vastes gisements de gaz naturel de la Tanzanie. Le Kenya a réintroduit une TVA de 16 % sur le gaz de cuisson en juillet de l'année dernière, ce qui, conjugué à la hausse mondiale du prix du pétrole brut, a entraîné une flambée des prix de ce produit. La taxe a été réduite de moitié cette année, mais les négociants en pétrole n'ont pas réussi à répercuter cette réduction sur les consommateurs. Contrairement au diesel, au super et au kérosène, les prix du gaz de cuisine ne sont pas contrôlés par l'État, laissant les consommateurs exposés aux différents facteurs du marché.

Bilan de l'exportation d'électricité de l'Éthiopie vers le Soudan et Djibouti

L'agence éthiopienne de l'énergie a engrangé 13 MUSD en exportant de l'électricité vers le Soudan et Djibouti. Selon l'*Ethiopian Electric Power* (EEP), la compagnie nationale d'électricité, ce montant a été obtenu au cours des deux derniers mois de l'année fiscale éthiopienne. Les chiffres montrent que le pays a gagné 5,61 MUSD en exportant 112,36 millions de kWh d'électricité vers le Soudan et 7,42 MUSD en exportant 120,39 millions de kWh d'électricité vers Djibouti. Cela représente 70,3 % des 349,56 millions de kilowattheures prévus pour les deux pays. L'exportation d'électricité vers Djibouti a connu une augmentation dépassant l'objectif initial. Au contraire, les importations d'électricité du Soudan en provenance d'Éthiopie ont diminué - seulement 46,4 % de la production d'électricité prévue a été vendue au Soudan, l'un des plus grands pays de la région. Cela est lié à la capacité de production éthiopienne et le pouvoir d'achat soudanais.

Renouvellement des vœux d'intégration régionale pour l'anniversaire de l'indépendance ougandaise

Le 9 octobre, plusieurs célébrations se sont enchaînées à l'occasion des 60 ans de l'Indépendance ougandaise. Les chefs d'État des pays d'Afrique de l'Est, parmi lesquels le Kenya (William Ruto), la Tanzanie (Samia Suluhu) et le Soudan du Sud (Salva Kiir), ont saisi cette opportunité pour réaffirmer leur volonté d'intensification de l'intégration régionale. Celle-ci passera notamment par la libre circulation des individus et l'application de mesures commerciales plus libérales entre les pays, actuellement protectionnistes sur certaines marchandises pour lesquels ils disposent d'un avantage comparatif (comme l'illustre le récent renforcement de la politique *Buy Uganda Build Uganda* censée réduire les importations au profit de l'offre locale). En outre, les dirigeants ougandais et tanzanien se sont accordés sur leur volonté réciproque de mener à bien le projet pétrolier EACOP, quels que soient les « désinformations » et avis externes prononcés sur le sujet.

Burundi

Pas de brève cette semaine

Comores

La Banque centrale révisé le taux de croissance à 1,8 % en 2022

La Banque centrale des Comores (BCC) a revu à la baisse ses prévisions de croissance de 3,5 % à 1,8 % pour 2022 lors de la présentation de son rapport annuel 2021. Cette révision est justifiée par les impacts de la guerre en Ukraine, entraînant une hausse des prix de l'énergie, des produits alimentaires et des engrais, ainsi qu'un ralentissement anticipé des activités touristiques. Le FMI prévoit un scénario plus optimiste de croissance à 3 % en 2022, contre 2,2 % l'année précédente.

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Nouvel accord d'investissement hôtelier avec Marriott

MIDROC Investment Group (MIG - conglomérat éthiopien) et *Marriott International* ont signé un accord d'investissement hôtelier en région Amhara et Sidama. Les deux entreprises ont signé trois accords pour l'ouverture d'un "*Protea Marriott*" au large du lac Tana (région Amhara dans le nord) et "*Four Points by Sheraton*" dans la région du lac Hawassa (région Sidama au sud du pays). Rassemblant 80 entreprises, MIG est l'un des 2 groupes du conglomérat MIDROC en Éthiopie. Chaque groupe est dirigé par un PDG qui est sous la direction du milliardaire Mohammed Al-Amoudi. Au-delà de l'hôtellerie, le groupe détient 15 entreprises dans le secteur manufacturier (*Ethio Leather Industry PLC*, *Addis Gas & Plastics PLC*, etc.), 4 dans le secteur des mines (dont *MIDROC Gold Mine PLC*, *National Mining Corporation PLC*), 12 dans le secteur

agroalimentaire (volaille, café, fleurs, fruits et légumes, etc) et 4 dans le secteur du commerce (import-export, commerce de détail).

Kenya

La Chine inflige une pénalité de 10,8 MUSD pour défaut de remboursement des prêts SGR

L'Exim Banque Chinoise a infligé au Kenya une pénalité de 1,3 Md KES (10,8 MUSD) au cours de l'exercice clos en juin (FY21/22) pour défaut de paiement ou retards du remboursement des intérêts des prêts accordés pour la construction de la ligne *Standard Gauge Railway (SGR)* entre Mombasa et Nairobi. La ligne de SGR, d'un montant de 5,08 Mds USD, a été financée par trois prêts de l'Eximbank chinoise, dont deux accordés en 2014 et un en 2016. Si le trafic passagers a eu tendance à dépasser les attentes depuis la mise en opération de la ligne en 2019, le trafic fret reste en dessous des prévisions. La ligne peine ainsi à prouver sa rentabilité et les revenus ne couvrent encore pas totalement les frais opérationnels : les revenus du SGR en 2021 se sont élevés à 139 MUSD (dont 85 % lié au fret), pour des frais opérationnels dus à *AfriStar Railway*, l'entité en charge de l'opération de la ligne, d'environ 150 MUSD. Ce projet a donc un coût particulièrement important pour les finances publiques kenyanes : le montant annuel du service de la dette pour ce projet auprès de l'EximBank chinoise est élevé (plus de 550 MUSD par an environ à partir de 2022 jusqu'en 2028), et n'est que partiellement couvert par le *Railway Development Levy*, taxe introduite sur l'ensemble des biens importés (361 MUSD en 2021) et des bénéfices opérationnels du SGR nuls voire négatifs. Pour rappel, la Chine est le 1^{er} détenteur de dette bilatérale au Kenya à fin 2021 (67,1 % de la dette bilatérale ; 18,8 % de la dette externe totale). La Chine est ainsi le 2^{ème} bailleur du Kenya derrière la Banque Mondiale (27,5 % de la dette externe totale). Le service de la dette kenyane pèse lourdement sur les dépenses, et restreint les capacités financières du

gouvernement : en FY2021/22 il a compté pour 58 % des recettes (1150 Mds KES, environ 10 Mds USD).

La couverture en devises des importations en dollars du Kenya atteint son plus bas niveau depuis sept ans

La couverture des importations du Kenya est tombée à son plus bas niveau en sept ans, reflétant une baisse des financements étrangers dans un contexte de croissance plus rapide des importations que des exportations et de ralentissement des envois de fonds des Kenyans à l'étranger. Les dépenses d'importation ont augmenté de 26,0 % par rapport à l'année précédente, soit une croissance supérieure à celle de 17,3 % des recettes d'exportation. Les envois de fonds des Kenyans de l'étranger, quant à eux, ont augmenté à un rythme plus lent de 11,44 % pour atteindre 2,67 Mds USD au cours des huit premiers mois de l'année. En outre, en raison des intérêts plus élevés exigés par les investisseurs internationaux, 12 % contre 6 % l'année dernière, le Kenya a renoncé à emprunter sur les marchés internationaux. La Banque centrale indique que le stock de devises étrangères s'élevait à 7,32 Mds USD jeudi dernier, soit une baisse de 103 MUSD par rapport à la semaine précédente. A ce niveau, les réserves en dollars peuvent couvrir les besoins d'importation du pays pendant 4,13 mois, le plus faible niveau depuis le 22 octobre 2015 où il était à 4,10 mois. Même si le niveau actuel est supérieur au niveau réglementaire de 4 mois, les gros importateurs, tels que les négociants en pétrole, ont toujours des difficultés à accéder à des dollars. Le gouverneur de la banque centrale a cependant maintenu qu'il y avait suffisamment de dollars pour répondre à la demande des importateurs et des entreprises pour le paiement des dividendes. Pour rappel, plus tôt dans l'année, certaines entreprises avaient choisi de recevoir les paiements de leurs produits de base en dollars, invoquant la pénurie de dollars sur le marché.

Les importations de maïs triplent grâce à l'exonération fiscale et à la demande

Les importations de maïs se sont multipliées par trois entre avril et juin, les négociants visant à profiter de l'exonération de droits de douane accordée par le gouvernement sur les céréales importées pour remédier aux pénuries sur le marché local. Une sécheresse prolongée et le coût élevé des intrants ont réduit la production de cette denrée de base, faisant grimper le prix d'un kilo de farine de maïs à 84 KES en septembre, contre 57 KES l'année dernière. Les données du *Kenya National Bureau of Statistics* (KNBS) montrent que les importations de maïs ont atteint 223 528 tonnes entre avril et juin de cette année, soit une augmentation de 278 % par rapport aux quantités importées dans le pays au cours du même trimestre de l'année dernière. Cela représente également une augmentation de 92 % par rapport aux 116 152 tonnes importées entre janvier et mars. KNBS a notamment noté une augmentation du maïs en provenance de Tanzanie, la valeur totale des marchandises importées du pays voisin ayant augmenté de 42 %. A l'heure actuelle, cependant, l'exportation du maïs vers le Kenya est interdite. En juillet, le gouvernement a prolongé de deux mois supplémentaires les importations de maïs en franchise de droits pour permettre aux importateurs d'expédier le produit afin d'atténuer la pénurie de cette céréale qui a fait grimper le prix de la farine de maïs. La hausse des importations de maïs a joué un rôle important dans l'augmentation du déficit des comptes courants du pays, qui s'est creusé de 9,7 % entre avril et juin par rapport au même trimestre de 2021.

Levée de l'interdiction de 2012 sur les OGM

Le Président William Ruto a convoqué le 3 octobre une réunion du Cabinet pour examiner les progrès réalisés dans la réponse nationale à la situation de sécheresse actuelle qui a affecté 23

comtés. Le Conseil des ministres a examiné un large éventail de propositions concernant l'adaptation au changement climatique, la réduction de la dépendance du pays à l'agriculture pluviale, l'augmentation de l'irrigation, la plantation de cultures résistantes à la sécheresse et la mise en œuvre de mécanismes d'alerte précoce. La principale mesure du Cabinet a été l'annulation de la décision de novembre 2012 relative aux OGM : la culture et l'importation de maïs blanc OGM sont désormais autorisées, faisant du Kenya le deuxième pays du continent après l'Afrique du Sud à autoriser les aliments OGM. Les autorités souhaitent « redéfinir significativement l'agriculture au Kenya » et ont annoncé l'autorisation de « cultures résistantes aux nuisibles et aux maladies ». Cette décision a été présentée comme une solution à moyen terme aux effets de la sécheresse actuelle et fait suite à une mesure antérieure prise le 19 décembre 2019 concernant la commercialisation du coton OGM *Bacillus Thuringiensis* (BT) au Kenya. Cette approbation antérieure par le Cabinet visait à relancer la production de textile, de l'habillement, des aliments pour animaux et des industries pétrolières en vue de la réalisation de l'objectif d'industrialisation. En ce qui concerne l'adoption des cultures OGM, le Cabinet affirme qu'il a tenu compte de divers rapports d'experts et techniques, y compris ceux de l'Autorité nationale de biosécurité du Kenya (NBA), de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de la *Food and Drug Administration* (FDA) des États-Unis et de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'accueil de cette décision au Kenya a été mitigée et les dirigeants d'*Azimio* se sont joints aux Kenyans pour protester contre celle-ci. La coalition affirme que les OGM constituent une menace pour la vie des Kényans et que les semenciers du pays risquent de faire faillite en raison de l'arrivée de multinationales. Les activistes et groupes de pression agricoles ont jugé la décision « précipitée » et ont demandé le rétablissement de l'interdiction. Pour eux, l'autorisation des OGM « va ouvrir le marché à des fermiers américains qui reçoivent d'importantes subventions », ce qui risque de fragiliser les petits producteurs kényans.

🍷 Madagascar

Coca Cola Company confie la distribution exclusive de ses produits au groupe malgache Habibo

Le groupe *Coca Cola Company* a conclu un accord de distribution et de commercialisation exclusive de ses produits à Madagascar avec le groupe local Habibo, à travers sa filiale Sofia spécialisée dans l'importation de marchandises générales. Les marques *Coca-Cola*, *Sprite* et *Fanta*, détenues localement par le groupe Star (filiale du groupe Castel) jusqu'au 1^{er} juillet dernier, et la marque *Schweppes* sont concernées par l'accord. Cet accord s'inscrit dans la lignée du rachat par Habibo des dix magasins de la chaîne de supermarchés sud-africaine *Shoprite* en février 2022 (renommée Ulys) ainsi que d'un accord conclu par le groupe Habibo avec la coopérative Système U pour la distribution des références détenues par cette dernière.

🍷 Maurice

Pas de brève cette semaine

🍷 Ouganda

Questionnements sur la gestion de l'inflation par le gouvernement

L'événement organisé par *OXFAM* la semaine dernière a permis au Directeur du département de macroéconomie du ministère des Finances (Joël Mulinda) de partager ses inquiétudes quant à l'inflation record enregistrée au mois de septembre (10%). L'Ouganda, qui avait jusqu'alors été relativement épargnée par l'inflation alimentaire, a vu le prix des denrées alimentaires augmenter de façon exponentielle (par exemple, le kilo de sucre a augmenté

d'environ 0,5 USD depuis juillet). Combinée à une productivité plus faible des entreprises nationales avec la pandémie, le pays ne se trouve plus en mesure d'assurer la sécurité alimentaire sans importer davantage, ce qui risque selon J. Mulinda de plonger le pays dans un cercle vicieux de l'inflation via une dépréciation de la devise domestique. Outre la politique monétaire à court terme, la stratégie du gouvernement à moyen terme pour limiter la hausse des prix alimentaires consiste en un effort d'investissement dans le secteur privé et dans le capital humain, afin d'accroître la productivité des entreprises et de répondre à la demande nationale sans dégrader le solde de la balance commerciale.

🍷 Rwanda

Pas de brève cette semaine

🍷 Seychelles

La vulnérabilité de la dette « considérablement réduite » selon le FMI

La mission du FMI aux Seychelles, conduite début octobre dans le cadre de la troisième revue du programme de mécanisme élargi de crédit (EFF), a conclu que les vulnérabilités liées à la dette publique sont considérablement réduites. Le FMI prévoit que la dette baisse de 64,7 % du PIB en 2023 à 50 % du PIB à l'horizon 2026. Cette situation s'explique par le rebond du tourisme, la mise en œuvre réussie en 2021 de l'opération de gestion du passif, l'appréciation de la roupie et l'assainissement budgétaire. 72,6 MUSD ont été décaissés sur les 107 MUSD approuvés dans le cadre du programme, qui prend fin en juin 2023.

❖ Somalie

Pas de brève cette semaine

❖ Soudan

Baisse du prix du carburant dans la capitale

Le 4 octobre dernier, à la surprise générale, le prix de l'essence à la pompe a chuté de 26 % pour s'établir à 522 SDG le litre, soit moins de 1 USD. Pour la première fois, il est inférieur au prix du litre de diesel (672 SDG), qui n'a baissé que de 2 %. Cette baisse ne semble toucher que la capitale puisque le prix de l'essence et du diesel à Geneina à l'Ouest Darfour, à 1400 km de Khartoum, s'élevait respectivement à 950 SDG et 672 SDG, soit un différentiel de + 82 % et + 19 % respectivement, signe que les autorités soudanaises « subventionnent » indirectement la population de la capitale. Pour mémoire, plus de 60 % du diesel consommé au Soudan est importé contre seulement 1/3 de l'essence.

Augmentation de l'impôt sur les sociétés

Dans sa quête désespérée pour mobiliser les ressources internes, le ministère des finances a procédé, sans aucune information ou négociation préalable, à l'augmentation de l'IS qui passe de 15 à 30 %. En protestation contre cette mesure un certain nombre de marchés des principales villes du pays ont fermé leurs portes pendant plusieurs jours.

❖ Soudan du Sud

Lancement d'un programme de sécurité alimentaire à grande échelle par la BAD

La semaine dernière, la Banque Africaine de Développement (BAD) a débloqué 8,1 MUSD destinés à soutenir l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi que le ministère de l'Agriculture sud-soudanais dans leur objectif d'assurer la sécurité alimentaire des populations et de renforcer les capacités productives de 100 000 ménages. Cet investissement, qui intervient dans un contexte de contrainte alimentaire entretenue par l'inflation et les pénuries provoquées par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, est essentiel pour permettre de répondre à la demande de court terme des citoyens sud-soudanais. Par ailleurs, les fonds permettront de soutenir la formation des ménages à des techniques de culture plus efficaces (intrants modernes, utilisation d'engrais, etc) assurant leur résilience aux chocs extérieurs à plus long terme.

❖ Tanzanie

Moody's révisé les perspectives de la Tanzanie de stables à positives

L'agence de notation Moody's a changé le 7 octobre 2022 la perspective du gouvernement tanzanien de stable à positive et a confirmé les notations à long terme des émetteurs en monnaie étrangère et locale B2. Le changement de perspective à positif reflète l'opinion de Moody's selon laquelle les risques politiques ont diminué dans le cadre de la nouvelle approche du gouvernement pour promouvoir le développement économique et l'engagement avec la communauté internationale. Les efforts du gouvernement pour améliorer le climat des affaires et des investissements et attirer les investissements directs étrangers (IDE), en particulier dans les industries minières et des hydrocarbures, offrent la perspective d'une croissance potentielle plus élevée et d'une meilleure compétitivité internationale. Le réengagement de la Tanzanie avec le FMI a également le potentiel de soutenir une plus grande capacité de génération de revenus du

gouvernement et de débloquer davantage de financements concessionnels de la part des partenaires au développement, en soutenant l'accessibilité de la dette et l'augmentation des dépenses sociales. À leur tour, de telles indications selon lesquelles un risque politique plus faible peut améliorer l'environnement économique et financier du pays renforcent la capacité de la Tanzanie à faire face aux implications du choc mondial qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Moody's s'attend à ce que la dette de la Tanzanie reste stable et inférieure à la médiane B2, tandis que l'inflation est restée relativement faible et stable malgré les pressions mondiales sur les prix. Les plafonds du risque pays en monnaie locale et en devises restent inchangés, respectivement à Ba3 et B1.

PAM : Programme d'appui au développement du secteur agricole en Tanzanie

Selon les autorités tanzaniennes, le Programme alimentaire mondial (PAM) veut aider les agriculteurs de la région de Dodoma à construire et réhabiliter des systèmes d'irrigation pour approvisionner en eau 1 056 hectares de terres agricoles. L'initiative fait partie d'un programme d'adaptation au changement climatique mis en œuvre par l'organisme onusien dans ladite région. Selon les responsables du PAM, le projet permettra d'aider environ 26 000 petits exploitants agricoles vulnérables à accéder à l'eau pour leurs activités agricoles, mais aussi de les former aux bonnes pratiques en matière de gestion des ressources en eau et de résilience au changement climatique. L'agriculture est le 3^{ème} secteur économique du pays qui contribue actuellement à 26,9 % du PIB derrière les services (34,3 %) et l'industrie (29,3 %). Le secteur agricole emploie plus de 70 % de la population active.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international